

... ET UN NOUVEAU GOUVERNEMENT !

Après un « *suspens* » interminable (soixante-dix-sept jours !), la France a un nouveau gouvernement ! Le Premier Ministre, nommé par l'actuel et toujours Président de la République, est un vieux de la vieille (soixante-treize ans ...) : Michel BARNIER. Il a été éclectique pour former son équipe gouvernementale : des LR (et apparentés), des « micronistes » (et apparentés), et même un homme de gauche au ministère de la Justice ... Et en avant la musique ! D'abord, il faut faire voter le budget de 2025 ; et les documents idoines, concoctés par le précédent gouvernement, n'étaient pas encore parvenus aux députés nouvellement élus. C'est au début du mois d'octobre que la chose doit être délibérée, modifiée et adoptée par les parlementaires, députés et sénateurs ; **la politique d'austérité annoncée par le nouveau premier ministre risque fort de mécontenter et les députés et les Français** : bonjour les dégâts ...

Devant l'Assemblée nationale, et dans un long discours, et courtois quoique, parfois, dans les mots, acerbe pour la politique « microniste » suivie depuis sept ans, le nouveau Premier Ministre a annoncé sinon les mesures qu'il comptait prendre du moins **l'esprit de « compromis »** dont il userait pour tenter de gouverner un pays divisé mais préoccupé par la hausse des prix et, paraît-il, par la sécurité. Il est vrai que la présidente « microniste » de l'Assemblée nationale, en début de séance, a fait observer **une minute de silence à la mémoire de Philippine**, jeune étudiante violée et assassinée par un Marocain qui n'avait pas été reconduit à la frontière. C'est ce qui argumente le discours du RN, ex-Front national ...

Le chef du gouvernement a annoncé **des impôts extraordinaires, exceptionnels et ... temporaires** qui seront prélevés sur les entreprises et les particuliers les plus riches. Une rupture, presque insignifiante, avec le « micronisme » ... mais le chef de l'Etat en a eu le hoquet, ce qui a dérangé sa houppette frontale ! Qu'importe, le « *quoiqu'il en coûte* » ne se relèvera pas de sitôt ; encore qu'**il n'a pas été question le moins du monde de limiter par la loi la plus-value capitaliste** ... Pour l'énergie dont les coûts sont depuis quelques années exorbitants, on en reste au nucléaire, mais **rien sur l'hydrogène**. En somme, ni le premier ministre ni le président ne sont tirés d'affaire : la démission à défaut de la destitution pour l'un et la motion de censure pour l'autre !

Pauvre France ...

Capitalismus delendus est.